

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18744 - 73ÈME ANNÉE

La mobilisation des planteurs prête à s'étendre à d'autres secteurs économiques

L'intransigeance de Tereos menace de paralyser La Réunion



Hier soir devant la préfecture, les planteurs ont montré leur volonté de ne rien lâcher tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction.

Cela fait une semaine que des dizaines de tracteurs stationnent devant la préfecture, aucun accord sur le prix de la canne à sucre n'a encore été signé. Les discussions ont repris entre Tereos et les planteurs membres du bureau du Comité paritaire de la canne et du sucre, elle n'ont encore pas débouché sur une proposition concrète à soumettre à l'assemblée générale du CPCS. Hier soir, des représentants de la FDSEA et de JA ont annoncé qu'ils sont soutenus par des transporteurs. L'intransigeance de Tereos pourrait entraîner une paralysie de La Réunion. Les 7 députés de La Réunion ont adressé une lettre commune au ministre de l'Agriculture afin de le rencontrer pour envisager des solutions d'avenir pour la filière canne.



Départ de la manifestation dans les rues de Saint-Denis hier après-midi.

À l'heure actuelle, la campagne sucrière aurait déjà dû débuté. Ce n'est pas le cas faute d'un accord entre Tereos et les planteurs sur le prix de référence de la canne à sucre. Les planteurs revendiquent une augmentation de 6 euros par tonne d'un prix de référence de la canne à sucre qui n'a pas changé depuis plus de 20 ans.

Vendredi, une réunion entre la CG-PCR, FDSEA et Jeunes Agriculteurs avaient proposé des mesures susceptibles d'augmenter le prix de la canne de 3 euros par tonne, à charge pour Tereos de faire le geste nécessaire pour arriver à 6 euros.

Discussions secrètes

Hier, les négociations ont repris entre les planteurs siégeant au bureau du CPCS (Comité paritaire de la canne et du sucre) et Tereos. Elles se sont déroulées dans un lieu tenu secret et n'ont donné lieu à aucune communication officielle. Les dernières informations disponibles faisait état d'une hausse possible comprise entre 1,50 et 1,80 euros. C'est beaucoup moins qu'attendu et cela explique pourquoi ces discussions à huis-clos doivent reprendre aujourd'hui. Si un texte commun se dégage de ces échanges, il devra être soumis à l'approbation de l'assemblée générale du CPCS avant toute signature.

La journée d'hier a encore été marquée par des mobilisations. Le blo-

cage de l'usine du Gol a été levé. Les planteurs ont alors décidé de bloquer la circulation sur la 4 voies entre Saint-Pierre et Saint-Louis. L'alternative du radier du Ouaki a été rapidement saturée. L'embouteillage était général pour tous les véhicules qui souhaitaient quitter le Sud pour se rendre dans l'Ouest.

Soutien du PCR

À Saint-Denis, les planteurs stationnés depuis une semaine devant la préfecture ont maintenu le barrage sur la route nationale passant devant la préfecture. Le détour imposé par le boulevard Sud a entraîné des ralentissements pour la traversée de Saint-Denis. Des planteurs conduisant une quinzaine de tracteurs ont mené hier après-midi une manifestation dans les rues de Saint-Denis. L'opération escargot a constitué en un aller-retour entre la préfecture et la Direction de l'Agriculture et de la Forêt.

Mardi, le PCR a réaffirmé sa solidarité avec les planteurs et a renouvelé sa proposition de création d'un comité de survie regroupant les professionnels de la filière, la Région, le Département et la Chambre d'agriculture pour explorer toutes les possibilités de valorisation de la canne à sucre pour garantir l'avenir de la filière. Le PCR a aussi rappelé l'exigence de transparence qui doit s'imposer à Tereos au nom des subventions que perçoit la coopérative

de betteraviers, des difficultés financières invoquées pour satisfaire les revendications des planteurs, et des perquisitions effectuées par des enquêteurs de la répression des fraudes dans les bureaux de Tereos océan Indien.

Lettre des 7 députés

Cette démarche a reçu l'adhésion des 7 députés de La Réunion qui ont adressé un courrier allant dans ce sens au ministre de l'Agriculture. Ils demandent une audience afin d'évoquer l'avenir de la canne à sucre à La Réunion.

Hier soir devant la préfecture, les planteurs ont réaffirmé leur volonté de ne rien lâcher tant qu'ils n'obtiendront pas 6 euros d'augmentation du prix de référence de la tonne de canne à sucre. Ils ont également annoncé avoir le soutien de transporteurs. Ces derniers subissent en effet les conséquences des blocages qui ralentissent leur activité. Une extension du conflit à d'autres secteurs de l'économie n'est donc pas à exclure. La paralysie de La Réunion est donc envisageable. Ce matin, les planteurs ont reconduit leurs actions dans le Sud, tandis que le Barachois reste toujours bloqué. Tereos est au pied du mur.

M.M.

Edito

Vote de confiance et premier reniement

Au lendemain du discours du président de la République devant le Congrès, le Premier ministre a prononcé la déclaration de politique du gouvernement devant les députés. Contrairement à la veille, cette déclaration donne lieu à un vote avec les explications qui les accompagnent.

Sans aucune surprise, Edouard Philippe a décliné le programme de campagne d'Emmanuel Macron. Il a notamment évoqué la remise en cause du Code du Travail qui s'effectuera par voie d'ordonnances, et a rappelé que d'importantes économies seront faites sur les dépenses publiques car il n'est pas question d'augmenter les impôts payés par les plus riches. Au terme de ce discours, les députés ont voté. Le résultat du scrutin est public. Les 7 députés de La Réunion se sont donc clairement exprimés. Ont voté contre Huguette Bello et Jean-Hugues Ratenon, a voté pour Thierry Robert. Les autres députés se sont abstenus.

Le vote des députés LR n'est pas surprenant. S'ils font partie d'un groupe qui se présente comme le plus important de l'opposition, force est de constater que le programme d'Emmanuel Macron se rapproche des mesures inscrites dans les engagements des candidats à la primaire de la droite. Celui de Thierry Robert non plus, car lors de la présidentielle il s'était présenté comme le représentant d'Emmanuel Macron à La Réunion et était candidat à un poste de ministre.

Ce qui est beaucoup plus surprenant est le vote d'Erica Bareigts. Lors de la campagne des législatives, elle avait affirmé qu'elle allait faire partie de la majorité présidentielle. Elle avait fait toute sa campagne sur ce thème. D'ailleurs, LREM, le parti d'Emmanuel Macron, n'avait pas présenté de candidat dans la circonscription d'Erica Bareigts qui a donc pu profiter à plein de la dynamique de la présidentielle pour se faire réélire. Certains avaient même parlé d'elle comme ministre des Outre-mer en cas de défaite d'Annick Girardin aux législatives. Aussi étonnant que cela puisse paraître, l'ex-ministre n'avait pas choisi de siéger dans le groupe LREM comme Manuel Valls. Le vote d'hier est de la même veine. Elle a en effet refusé d'accorder sa confiance au gouvernement car elle n'a pas voté pour. Contrairement à tous ses engagements pris lors des élections législatives, Erica Bareigts ne fait donc pas partie de la majorité présidentielle. Qu'en pensent les électeurs qui lui ont fait confiance ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Lettre commune des représentants des Réunionnais à l'Assemblée nationale

Canne à sucre : les 7 députés de La Réunion veulent rencontrer le ministre

Hier, les 7 députés de La Réunion ont adressé une lettre au ministre de l'Agriculture au sujet de la crise de la filière canne. Voici le courrier signé par Ericka Bareigts, Nathalie Bassire, Huguette Bello, David Lorion, Nadia Ramassamy, Jean-Hugues Ratenon et Thierry Robert. Ils demandent « une mise en valeur plus systématique des produits de la canne » et une « juste répartition des revenus qui en résulteront ».

Les députés de La Réunion soussignés

Monsieur le Ministre,
Depuis plus d'un mois, La Réunion vit au rythme du conflit qui oppose les planteurs et les industriels de la filière canne – sucre – énergie. La situation s'est encore aggravée ces derniers jours alors même que la campagne sucrière doit débiter très prochainement.

Au cœur de la crise, la revalorisation du prix de référence de la tonne de canne payé par les industriels. Se référant à une évaluation précise et actualisée de leurs coûts de production, les planteurs ont démontré la nécessité de revaloriser ce prix à hauteur de 45 euros. Fixé actuellement à 39,09 euros par tonne de canne, ce prix de référence n'a pas été revalorisé depuis plus de vingt ans.

Le conflit actuel intervient au moment où la filière canne – sucre – énergie doit s'adapter à la suppression, en 2017, des quotas sucriers et des prix garantis par l'Union européenne.

Anticipant cette mutation, les acteurs de la filière, les élus de La Réunion et le Gouvernement ont mené une action commune qui permet à l'Etat de verser, chaque année, aux industriels (Tereos) une aide supplémentaire de 28 millions pour les campagnes sucrières 2017 à 2020.

L'enjeu est désormais de finaliser la nouvelle convention carme afin que tous les acteurs de la filière soient en mesure de faire face à cette mutation.

Il est urgent que le Comité paritaire de la canne et du sucre (CPCS) puisse à nouveau se réunir afin que

soit relancé le processus de négociation.

L'ensemble des élus réunionnais se sont exprimés en ce sens afin de sortir du climat de tension qui risque de porter préjudice à l'ensemble de la filière et aux 18 000 emplois qu'elle représente mais aussi de paralyser l'ensemble de la société réunionnaise.

L'avenir de la filière canne-sucre-énergie dépend non seulement d'une mise en valeur plus systématique des produits de la canne mais aussi de la juste répartition des revenus qui en résulteront.

Pour toutes ces raisons, nous souhaiterions vous rencontrer rapidement afin d'envisager toutes les solutions visant à garantir la modernisation de cette production traditionnelle.

Rassemblement devant la mairie de Versailles

Les parlementaires communistes refusent la soumission

Lundi, les députés et les sénateurs communistes des groupes GDR de l'Assemblée nationale et CRC du Sénat ont refusé de participer au Congrès convoqué à Versailles par le président de la République. Ils se sont rendus dans cette ville et se sont rassemblés devant la mairie de Versailles.

Par ce geste, ils ont affiché leur opposition à cette convocation qui marque la soumission du Parlement au chef de l'État. En effet, la convocation du Congrès n'avait pour but que l'écoute d'un discours d'Emmanuel Macron, sans que ce dernier puisse avoir de contradicteurs.

Les parlementaires communistes ont souligné l'importance de se mobiliser pour faire face à la politique de casse sociale annoncée dans le programme de ce gouvernement. Gélita Hoarau, sénatrice PCR de La Réunion, a participé à cette action.



Les parlementaires communistes devant la mairie de Versailles.

Forum africain du carbone 2017

Mobilisation pour appliquer l'Accord de Paris

Les pays africains doivent travailler en plus étroite collaboration sur l'action climatique et le développement durable : principales conclusions du Forum africain du carbone 2017

Les pays africains doivent travailler en plus étroite collaboration pour la mise en œuvre des plans d'action climat nationaux de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et pour la mobilisation de financements climatiques, tout en intégrant au mieux l'action climatique dans la planification du développement durable. Voici la principale conclusion des ministres et des principaux représentants réunis au Forum africain du carbone, qui s'est terminé aujourd'hui à Cotonou, au Bénin.

Plus de 600 professionnels, experts et décideurs politiques, dont des ministres de toute l'Afrique et d'autres participants de haut niveau, se sont réunis à Cotonou pour dresser un bilan et aligner leurs stratégies de mobilisation de ressources financières visant à assurer un développement durable et une réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle du continent.

Continent le plus touché

« L'Afrique est le continent le plus touché par les changements climatiques. Deux tiers des Africains vivent de la terre et il est donc primordial que le continent emprunte une voie économique et développementale résiliente au climat. En accueillant le Forum africain du carbone autour du thème des actions climatiques collaboratives pour un développement durable, le Bénin démontre non seulement son

propre engagement vis-à-vis des plans d'action climat nationaux, mais aussi de manière plus large, l'intérêt de l'Afrique à promouvoir les actions collectives en faveur du climat », a déclaré Abdoulaye Bio Tchane, ministre d'État chargé du plan et du développement du Bénin. Alors que les pays ont déjà pris des engagements ambitieux sous l'Accord de Paris, et que cette tendance devrait se poursuivre à l'avenir, les ministres et les autres dirigeants africains ont souligné l'importance de créer un élan qui permettra la transition vers le bas carbone et une plus grande résilience au changement climatique.

Ils ont également souligné la nécessité d'établir de nouveaux partenariats afin de renforcer et de stimuler plus encore le développement durable.

S'adressant aux délégués présents à Cotonou, la Secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), Patricia Espinosa, a déclaré:

« L'Afrique connaîtra une croissance effrénée jusqu'au milieu du siècle. Ce n'est pas tout. L'Afrique est l'un des moteurs les plus importants de la croissance mondiale pour les prochaines années. Les Africains sont au cœur de cette croissance. Mais la croissance doit être façonnée en fonction de critères climatiques et relatifs au développement durable. Les contributions déterminées au niveau national de l'Afrique sont des plans permettant d'attirer les investissements du secteur privé et de progresser. La mise en œuvre de

l'Accord de Paris pose les fondations de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité, alors que la population devrait atteindre 9 milliards de personnes ou plus d'ici 2050. Il s'agit de nourriture, d'eau et d'énergie pour tous. Il s'agit d'emplois décents. Il s'agit de la chape de construction de communautés durables et résilientes, alimentées en énergies propres et renouvelables. » Au fil du temps, le Forum africain du carbone se développe et devient un événement régional d'action climatique qui appuie, en se combinant aux événements de l'Action mondiale pour le climat, les actions menées par les parties prenantes non-gouvernementales (ou non-Parties) en amont de la conférence annuelle des Parties organisée par la CCNUCC.

Les représentants ont abordé plusieurs thèmes cruciaux allant des options en matière de politique climatique, à l'avenir des mécanismes existants et largement utilisés, adaptés aux divers contextes nationaux et qui peuvent être élevés au niveau régional en Afrique. Plusieurs discussions se sont concentrées sur les façons de renforcer la coopération entre les Parties et les parties prenantes non-Parties dans plusieurs secteurs clés pour l'Afrique, notamment l'énergie, l'agriculture et les établissements humains, y compris le rôle des futurs marchés du carbone, en vue de stimuler l'action climatique pour le développement durable.

In kozman pou la rout

« La vi sé pétal épi zépine mélanzé »

Madam Soubou, momon Maurice la rapèl amoin kozman-la, é zot i pé kroir amoin sé in kozman i tourn dann mon tête sé tan isi. Kan moin lété marmaye, dann la kour l'ékol boi d'nèf Sind-ni, mon momon diréktris l'ékol la, dann tan, l'avé plant in l'alé roz, gayar gayar roz avèk inn dé téi san bon vèye pa koman. Nou marmaye, nou té i sava rode bèbète l'arzan dann roz la é tazantan ouye ! Zépine té i pik anou, é mèm téi kass dann nou doi. Na poin, dann on souvnr, in flèr pli zoli k'in roz, mé doulèr zépine la pa kouyon non pli. Kèl i fo mètè anlèr, Son zoli, son bon l'odèr, sansa son pikir. Moin, pèrsonèl, mi pran son zoli, son gayar l'odèr tanpi si an pasan li ariv arash in goute de sabn avèk mon doi. La vi lé konmsa ! Bin, alon pran ali konmsa. Alé ! Mi lèss azot kass z'ot tête la dsi é ni artrouv pli d'van sipétayé.

Oté

Bann moun de rien sé demoun de talan, mésyé lo prézidan !

Matant Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, mi pans ou osi ou i doiz'ète véksé par lo parol nout prézidan La Républik, mésyé Macron, kan li di nana désèrtin k'i réisi épi d'ot k'i vo pa arien. Akoz, la pa vré sa, Dsi mil pèrsone si na dis i réisi é i amontr z'ot valèr, néna 990 i réisi pa épi zot i vo pa arien vi ké zot sé demoun de rien. Sé la vi k'i amontr anou sa, é in prézidan noré poin lo droi di la vérité ? Manz m'a péyé don. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou romark :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, mi pans si ou l'avé fé travaye in pé out koko, ou noré pa di dé shoz konmsa... Ou mèm matant kan nou lété pti épi nou té i sava out kaz, tazantan ou téi fé sivé lapin èk dopin fri. Té bon sète afèr la ! Ou té i di pa, out gro-mèr l'avé poin son parèy dsi la tèr pou fé in bon sivé lapin ? Alor matant, in moun i fé in sivé lapin, lo méyèr di mond, sé in moun de rien sa ? Sansa in moun dé valèr... Kan lo prézidan i di son bann kozman kouyon mi èmré savoir, kosa li koné dsi bann moun i pass dann in gar, si li pans tousa d'moun la i vo pa arien. Pètète an mazorité zot na poin l'arzan pli k'i an fo, mé, lo sèl tèrmomète pou mézir la valèr sé l'arzan ! Ébin lo talan alor ?

Moin na touzour dann mon tête in kozman mésyé Barat, profèsèr l'inivèrsité, in jéni par li mèm épi li té di anou : « In moun de rien sé, la plipar d'tan in moun de talan ! ». Mésyé Barat té i koné in réyo n dsi lo talan. Avèk demoun l'inivèrsité té i mète pa anlèr li la fé in l'institi téi apèl l'Ila (institi la linguistik é l'antropoloji) é li mèm té i di, an parmi son bann kolaboratèr néna in bann vré talan.

L'avé inn téi élèv moush a myèl é téi amontr bann marmaye zoué fotbal, é an plis ké sa li l'avé in gran konésans la lang vietnam é la kiltir vietnamienne. In n'ot té i pratik bien la lang arab, l'ékonomi, épi li té i fé la kaligrafi arab : in mèrvèye, mi di azot. L'avé in n'ot li té i koné bien lo tamoul, in ot lo shinoi, in n'ot ankor lo malgash, épi lo rounin, lo zaponé, lo thaïlandé, lo kréol rényoné é la kiltir rényonèz. Vré pou vréman bann moun de rien, sé dé moun de talan, avèk inn sansa plizyèr talan.

Dann tan l'ésklavaz l'avé bann noir dé talan : zot lété ménuizyé, maréshal féran, sharpantyé, kuizinyé, tayèr sharrtyé, drésèr d'shoval épi drésèr d'shien, zot té i koné okip bann kok bataye. Sa sé in bann moun dé rien. Alé zoué kanète mésyé lo Prézidan, mi pé asir aou, bann moun dé rien sé bann moun de talan. Fransh vérité !

Justin